L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 8 JUILLET 1852.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
Nº 23, RUE DE CHARTRES
NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 8 JUILLET.

POUR PRESIDENT,
WINFIELD SCOTT.
DE LA VIRGINIE.
POUR VICE PRESIDENT:
WM. A. GRAHAM.
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président:

Premier District—JACQUES TOUTANT, de St-Bernard; (substitut, J. B. WILKINSON Jr., de Plaquemines.)

Second District—CHRISTIAN ROSELIUS, d'Orléans; (substitut, CYPRIEN DUFOUR, d'Orléans.)

Troisième District—DUNCAN F. KENNER, de Lafourche; (substitut, FERDUS GARDÈRE, de Jefferson.)

Quatrième District—GEO. W. WATTERSTON, de Livingston; (substitut, R. J. BARROW, de Ouest-Feliciana.)

Cinquième District—ALEXANDRE DECLOUET de St. Martin; (substitut, J. K. ELDER, des Rapides.)

Sixième District—ISAIAH GARRETT, de Ouachita.)

Le Général Scott.

Deux journaux démocrates de notre ville ont cité, dans la louable intention de nuire à la candidature du général Scott, quelques phrases extraites d'une lettre écrite en 1844 par ce dernier et adressée à un de ses amis de Philadelphie. Dans cette lettre le vieux soldat se prononce en faveur d'une modification des lois de naturalisation. Des fraudes colossales étaient alors commises par les démocrates qui, exploitant à leur profit l'ignorance bien pardonnable aux nouveaux débarqués européens, les embrigadaient et les conduisaient, munis de faux papiers, aux bureaux d'élection. Cette odieuse violation de la sincérité électorale, cette atteinte à l'un des droits les plus sacrés du citoyen avait soulevé l'indignation de tout le pays. Whigs et démocrates—nous parlons bien entendu de ceux qui étaient restés étrangers au système de fraude organisé par les meneurs—se constituèrent en parti indépendant et s'engagèrent à obtenir par tous les moyens honorables une révision des lois de naturalisation. Quelques-uns voulaient que le délai qui doit s'écouler entre l'arrivée dans le pays et la concession des lettres de naturalité fut augmenté; d'autres allaient plus loin et demandaient que les lois de naturalisation fussent abrogées.

En cela l'indignation publique s'égarait comme il arrive dans toute réaction. Au lieu de porter remède aux abus on voulait en supprimer la cause première. L'abolition de la loi eut été une mesure funeste; aussi, les législateurs n'y eurent jamais songé sérieusement. Mais, nous le répétons, l'indignation était générale: elle fut naturellement partagée par le grand capitaine qui est aujourd'hui notre candidat. Il exprima nettement et énergiquement sa pensée, car jamais sa franchise de soldat ne lui permit de dissimuler ses opinions. Le général écrivit qu'en sa qualité peu, il n'est pas un diplomate, c'est un soldat. Il n'a donc de toutes ses forces contre les fraudes qui avaient été commises, et les exigences comme elles les méritaient et il signala quelques dispositions des lois de naturalisation qui lui semblaient fausses à la réalité de système électoral, seule base de la République.

C'est cette opinion qu'on lui reproche aujourd'hui, sous prétexte l'on ne dit as, c'est que le général Scott échairé par l'expérience n'a point persévéré dans ses premières idées. Il a compris depuis que l'on pouvait abuser des meilleures lois, mais qu'on n'était pas une raison abroger celles ci. Il a compris qu au lieu de les rapporter il fallait seulement les entourer de garanties et empêcher qu'elles ne servissent de prétexte à la fraude

En voici-on la preuve ! Voici dans une lettre écrite en 1846 par le général Scott à M. William S. Robinson, l'éditeur naturalisé et domicilié depuis long temps à New-York qui l'a fait attacher à la presse :

WASHINGTON, 29 mai 1846.

Monsieur—En réponse à votre obligeante lettre du courant, je vous assurerai de vous dire que plein de reconnaissance pour l'opinion trop flatteuse que vous avez de moi, en ce qui concerne la question de naturalisation, je vous assurerai que tous les naturalisés et libéraux à l'égard ces citoyens naturalisés." Certes il me serait impossible de recommander ou de soutenir aucune mesure qui est pour but de les exclure de l'exercice de leurs droits, particulièrement à tous les droits civils et politiques qui leur sont acquis par nos lois et nos institutions républicaines.

Il est vrai qu'il y a quelques années, à une époque d'excitation extraordinaire, alors que les deux partis se plaignaient également des fraudes introduites dans la naturalisation des étrangers et qu'il était à craindre que les citoyens de naissance et les citoyens d'option se divisassent en factions hostiles, je me suis permis d'exprimer l'opinion professée alors par plusieurs de nos principaux hommes d'Etat, que quelque modification des lois de naturalisation pourrait être désirable pour empêcher les abus, occuper les coulées et établir l'harmonie entre les différentes classes de la population. *Mais l'expérience et la réflexion m'ont fait entièrement revenir de cette opinion* et ont dissipé toutes mes craintes.

Dans ma dernière campagne du Mexique, une grande partie des troupes sous mes ordres se composaient de vos compatriotes (irlandais), d'Allemands, &c. J'ai remarqué avec admiration leur zèle, leur fidélité et leur courage à défendre notre drapeau en maintes et tous les champs. Bientôt entre eux et avec les Américains de naissance qui combattaient dans les mêmes rangs, de patriotisme, de constance et d'héroïsme incomparable. J'ai été heureux de les rappeler mes frères sur les champs de bataille comme je les ai rencontrés sur les champs de bataille comme mes compatriotes aux Etats-Unis.

J'ai l'honneur, &c.

WINFIELD SCOTT.

A M. Wm. S. Robinson.

Voici une lettre qui impressionnait alors à la calomnie, si la calomnie avait un cœur et une conscience. Mais ou continuera, nous le savons, de dénigrer le noble caractère de vieux soldat dont la valeur et le génie militaire ont illustré notre pays et vient chaque jour de consolider la république en la représentant franchement comme l'ennemi des étrangers, comme opposé au maintien des lois de naturalisation, comme hostile aux citoyens qui ont vu le jour sous un autre ciel que le nôtre. Triste besogne de gens qui n'ont point l'habitude de se préoccuper de la vérité et qui croient travailler en faveur de leur cause en la défendant par des moyens que réprouvent l'honneur et la loyauté.

Mais qu'importent après tout leurs impuissantes efforts ! La vérité finit toujours par triompher, et ce n'est pas un pamphlet aussi intelligent et aussi délirant que la lettre que l'arrêter peut longtemps ignorée. Tous les esprits sérieux, toutes les consciences honnêtes, toutes les hautes intelligences du pays, les journaux de nuances politiques les plus diverses, se prononcent déjà en faveur du général Scott et font justice de la calomnie. Nous croyons à la bonne foi des journaux qui en font parade, mais leur dirons-nous qu'ils ne le feront pas et qu'ils auront beau prouver au contraire dans leurs colonnes toutes les calomnies ramassées dans les bas fonds de la presse. Ce sont là des armes qui ne sont point à notre usage et nous les leur abandonnons volontiers.

EXEMPLE DE BONNE FOI—On lit au haut des colonnes du *Courrier de la Louisiane* :

Opinion de M. Fillmore sur le général Scott.

Nous croyons Webster par tous les propres journaux, et sauvés avec le parti Whig.

Ces paroles n'ont JAMAIS été prononcées ni écrites par M. Fillmore. Une dépêche télégraphique les lui avait attribuées à tort, mais l'erreur a été explique depuis longtemps. L'organe lacédémone ne peut jamais l'accuser de perfidie ou de bonne foi. Et bien! nous le son nous, au nom de cette bonne foi dont il parle d'une si triomphante façon, de prouver l'authenticité de la phrase reproduite plus haut ou de la supprimer de ses colonnes. Il ne fera ni l'un ni l'autre, nous osertions presque le jurer. Nous ne voulons ici que donner une preuve nouvelle de son économie de la vérité.

Convention.

Une dépêche télégraphique transmise hier de Baton Rouge nous apprend que la Convention délibérait sur la question de transférer à nos trésor. On a proposé de la faire siéger à Opelousas ou Alexandrie. Deux comités permanents ont été nommés.

Le dernier acte de Henry Clay a été un acte de bienveillance pénétrante. Il a adressé aupres du président et obtenu la libération de Lopez, tenant B. W. Kinzie dans les chaînes de la tyrannie. M. Kinzie avait donné un de mission à la suite d'un démêlé avec le commodore Jones, qu'une enquête vient de l'obliger, a présidant n'y était aujourd.

M. WEBSTER.—On écrit de Washington d'hier la date du 29 juin :

« Je dîne de très bonne heure que M. Webster publiera prochainement pour l'Angleterre

Congrès.

Séance du 30 juin.

SÉNAT.—M. Underwood se lève et annonce la mort de son illustre collègue, l'honorable HENRY CLAY. Il fit un touchant discours sur la vie, les services, les luttes, les souffrances et les derniers moments de grand citoyen. Il annonce aussi que Henry Clay a exprimé le désir que ses restes fussent déposés dans le cimetière de Lexington.

M. Underwood présente une série de résolutions portant qu'un comité sera chargé des préparatifs des funérailles de Henry Clay, lesquelles sont fixées au lendemain 1er juillet; que les membres du Sénat porteront un crêpe au bras gauche pendant un mois; qu'un comité de six sénateurs, accompagnés du sergent d'armes, transporteront le corps du défunt à Lexington, où Henry Clay a exprimé le désir d'être enterré.

MM. Cass, Hunter, Hall, Clemens, Cooper, Seward, Jones de l'Iowa, et Brooke, prennent successivement la parole et font l'éloge de l'illustre homme d'Etat que vient de perdre l'Union.

Les résolutions sont unanimement adoptées à l'exception de celle qui désigne pour composer le comité des préparatifs des funérailles. MM. Hunter, Dawson, Jones de l'Iowa, Cooper, Bright et Smith.

La séance est levée.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—On reçoit un message du Sénat annonçant la mort de Henry Clay.

M. Breckenridge du Kentucky, M. Ewing du même Etat, M. Brooks de New-York, M. Chandler de la Pennsylvanie, M. Bayley de la Virginie et M. Venable de la Caroline du Nord, rappellent successivement les services rendus au pays par Henry Clay.

Les résolutions de condoléance du Sénat sont adoptées à l'unanimité, puis la Chambre s'ajourne.

HAITI.—Les dernières nouvelles d'Haïti nous apprennent que Soulouque songe plus que jamais à réunir la république dominicaine à son empire. Ce ne sera pas facile, et les défiances passées de Sa noire Majesté doivent lui inspirer quelque défiance à l'endroit de ses futures entreprises. Faustin Ier n'a continue pas moins ses préparatifs de guerre. Il fait acroître de force dans l'armée tous ses sujets âgés de plus de seize ans et moins de soixante ans. On a déjà rassemble sous les drapeaux par ce mo ns environ trente mille hommes. Mais ces recrues n'ont aucune idée du maniement des armes et ce seront jamais disciplinées. Quelques boulets de canon suffiraient pour mettre en déroute la cohorte déguenillée. L'empereur semble compter cependant sur un succès certain. Son nouveau titre lui paraît un talisman; il est fier et arrogant, impatient de toute espèce de contradiction et plein d'un grotesque orgueil. Il tentera l'invasion du territoire de la république dominicaine, cela est hors de doute, mais il trouvera sur son passage les Etats Unis, l'Angleterre et la France. Il est temps que notre gouvernement apprenne à vivre avec ce nègre insolent qui, se drapant dans un manteau d'empereur et se couvrant d'oripeaux de théâtre, croit tenir une grande place dans le monde et pouvoir jouer impunément son rôle de despote à quelques pas de la République américaine.

Rixe sanglante à Staten-Island.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 30 juin :

Hier matin, nous avions été également prévenus qu'une rixe sanglante avait eu lieu hier à Staten Island, entre des Irlandais et des Français; mais les récits, contradictoires sur bien des points, nous ont semblé peu dignes de foi. Nous avons été mieux renseignements, et voici, jusqu'à l'heure où nous écrivons, ce que nous avons pu recueillir sur cet triste épisode :

Six ouvriers français, tailleurs de pierre et sculpteurs s'étaient rendus lundi à Staten-Island, dans l'intention de faire une partie de plaisir; des femmes et des enfants les accompagnaient, et rien n'était indiquait que l'on comptait passer autre journée.

Après s'être promenés au pavillon qui domine la Quarantaine, la petite société alla chez Mme Blanchard, se munit de vin et de vivres, puis se dirigea vers les bois où elle voulait faire une collation sur l'herbe. Ils se trouvaient également installés dans un endroit favorable, lorsque survinrent sept individus parmi lesquels on nous a signalé la présence d'un nommé Schmidt, dont nous sujet reconnu, condamné naguères à deux ans de prison. Les nouveaux arrivés ta furent reçus poliment par les Français qui leur offrirent à boire, et, après quelques moments passés ensemble dans de tort bons termes, on se dispersa de côté et d'autre. Les nouveaux venus, qui avaient amené leurs femmes auprès des dames, en suivirent une qui s'était écartée, et tout à coup on l'entendit crier au secours. Elle venait de rencontrer un coup à la Suède. Les ouvriers accoururent aussitôt et se mirent à la défendre. Ils repoussèrent les assaillants, puis descendirent vers Stapleton; mais les mêmes individus qui avaient maltraités ne tenaient pas pour battus. Ils étaient allés recruter dit on leurs camarades et se mirent à la poursuite de la petite société qui, par prudence, s'était de se rembarquer et se dirigea vers l'embarcadère de la Quarantaine, comptant bien y arriver sans encombre.

Malheureusement, elle avait été précédée par Schmidt qui avait déjà raconté aux bonnes Irlandais employés aux travaux de terrasse ment que la bastonnade à laquelle on venait de le bord de la mer, entre Stapleton et la Quarantaine, que deux Américains venaient d'être tues par les Français, et tous ces honnêtes Irlandais de s'armer de tout ce qui leur tomba sous la main, et de se mettre à la poursuite de ces Français qui venaient de tuer leurs compatriotes. Il paraît que les Français ne se doutaient pas de ce qui se passait autour d'eux, car ils arrivèrent à la Quarantaine sans avoir été inquiétés. Mais à peine y avaient-ils mis le pied, que les Irlandais, au nombre de plus de deux cents, pour barrer le passage à ceux qui se dirigeaient de leur côté et leur firent un mauvais parti.

A la vue d'un rassemblement hostile, les femmes et les enfants se mirent à crier, et furent suivis par le reste de la société, à l'exception de deux hommes qui restèrent auprès d'eux pour défendre leurs femmes. Ces deux malheureux furent littéralement massacrés, jetés dans un tombereau où ils furent encore frappés, et on les emporta à l'hôpital de la Quarantaine, laissant derrière eux une longue trace de sang.

Un de ces hommes est mort hier matin, et, à l'heure où nous écrivons, l'autre était dans un état désespéré. Nous tenons ce détail de la bouche des deux Français restant à Staten-Island et qui sont venus nous le dire à l'hôpital de la Quarantaine où nous avons été chercher le rapport officiel. Nous ignor